

Stop TAFTA !

Stop au projet de libre échange USA/Union Européenne !

A l'été 2013 ont débuté des négociations secrètes entre la Commission Européenne et les Etats-Unis sur un accord de libre-échange : le TAFTA, pour Trans-Atlantic Free Trade Agreement (aussi appelé PTCI). Ce projet, négocié avec et pour les multinationales, est une menace extrêmement grave pour nos droits sociaux, écologiques et démocratiques, car il donnerait aux grands groupes privés des droits extravagants pour exploiter les peuples et la nature.

Quelles conséquences pour nous, habitants des territoires, et pour les élus locaux ?

OPACITÉ

Nous sommes et demeurerons dans la désinformation la plus totale. Le mandat de la Commission européenne n'a pu être connu que grâce à une fuite. Il est impossible à l'heure actuelle de connaître les positions tant du côté européen que du côté américain.

Sans forte réaction de l'ensemble des citoyens et des élus, l'opacité des négociations restera la règle.

UN VÉRITABLE RAPT DU POUVOIR DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les négociations du TAFTA risquent notamment de conduire à l'ouverture des marchés publics en Europe aux entreprises des Etats-Unis. Les lobbies d'affaires s'en prendront à tout programme visant la relocalisation des activités.

Les collectivités locales devront se plier aux accords et ne pourront plus lancer les appels d'offre aux conditions qui leur conviennent. Les multinationales pourront attaquer devant des tribunaux privés des contrats qui ne leurs conviendraient pas ! Là où les luttes ont permis une re-municipalisation de l'eau, par exemple, pourront-elles conserver ce statut ?

Des règles strictes (fin des aides publiques) ne leur permettraient plus de favoriser les entreprises, emplois et produits locaux (et donc le développement local), ni d'adopter des normes environnementales ou sociales élevées.

DANS NOS ASSIETTES, DES ALIMENTS NORMÉS ET SANS ETIQUETAGE

Selon une étude réalisée par le Parlement européen, il existe des risques importants que les procédures d'autorisation d'importation des OGM en Europe soient allégées, menaçant d'élargir considérablement la liste des variétés autorisées à l'importation (une cinquantaine actuellement). Enfin, les lobbys industriels comptent affaiblir l'obligation européenne d'étiqueter tout produit, en particulier les « non OGM ». C'est aussi une porte ouverte possible à l'exportation en Europe de viande aux hormones ou de poulets chlorés actuellement interdits pour raisons sanitaires.

Comment vérifier ce qui arrivera dans nos assiettes et celles de nos enfants dans les cantines ? Comment une collectivité pourra-t-elle se fournir ailleurs qu'auprès de la transnationale qui aura remporté le marché ?

ET QUID DU GAZ DE SCHISTE ?

Par la remise en cause des protections et des régulations écologiques, la loi Jacob qui interdit la fracturation hydraulique en France, risquerait fort d'être annulée. De plus, un mécanisme dit "investisseur/Etat" prévu dans le mandat de négociation permettrait aux transnationales de porter plainte contre un Etat ou une collectivité territoriale dès lors qu'une loi ou qu'une réglementation fera entrave au commerce et à l'investissement. Cette plainte serait examinée par une juridiction composée de 3 juristes de cabinets d'avocats d'affaires, acquis à cette vision du monde et contraints de toute façon par le texte du traité. Dans d'autres accords de libre échange portant des mécanismes de ce type, des amendes colossales ont fait plier les gouvernements. **Il n'y aura plus aucune mobilisation, aucun recours juridique possible pour empêcher Schuepbach ou un autre de venir forer sur nos territoires pour y chercher du gaz de schiste.**

Il s'agit là d'une véritable "dictature de l'investissement" qui obligerait les Etats à se conformer aux règles dictées par les principales grandes sociétés industrielles, uniquement dans le but d'éliminer tout obstacle à leurs profits présents mais aussi futurs.

**PROTÉGEONS NOS COMMUNES, DÉPARTEMENTS,
RÉGIONS... DÉCLARONS LES « HORS TAFTA » !**

Le collectif Stop TAFTA 30 - Contact: info@stoptafta30.fr